



**HAL**  
open science

## Revue prédatrice : simples miroirs aux alouettes ou menaces graves pour la recherche ? 1 Comprendre et reconnaître les revues prédatrices

A de La Blanchardière, F Barde, N Peiffer-Smadja, H Maisonneuve

### ► To cite this version:

A de La Blanchardière, F Barde, N Peiffer-Smadja, H Maisonneuve. Revue prédatrice : simples miroirs aux alouettes ou menaces graves pour la recherche ? 1 Comprendre et reconnaître les revues prédatrices. 2020. hal-02972956v1

**HAL Id: hal-02972956**

**<https://hal.science/hal-02972956v1>**

Preprint submitted on 20 Oct 2020 (v1), last revised 11 Jan 2021 (v2)

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Titre : Revues prédatrices : simples miroirs aux alouettes ou menaces graves pour la recherche ?**

### **1 Comprendre et reconnaître les revues prédatrices**

**Title: Predatory journals: simple lark mirrors or serious threats to research ?**

### **1 Understand and recognize predatory journals**

A. de La Blanchardière<sup>1</sup>, F. Barde<sup>2</sup>, N Peiffer-Smadja,<sup>3,4,5</sup> H. Maisonneuve<sup>6</sup>

1. Normandie Univ, UNICAEN, CHU de Caen Normandie, Service des Maladies Infectieuses et Tropicales, 14000 Caen, France.

2. Service de Rhumatologie, Hôpital Bicêtre, Assistance-Publique Hôpitaux de Paris, 94270 Le Kremlin-Bicêtre, France.

3. 1. National Institute for Health Research Health Protection Research Unit in Healthcare Associated Infections and Antimicrobial Resistance, Imperial College London, London, UK.

4. Université de Paris, IAME, INSERM, F-75018 Paris, France

5. Service de Maladies Infectieuses et Tropicales, Hôpital Bichat – Claude Bernard, AP-HP, F-75018 Paris, France<sup>6</sup>.

6. Rédacteur de <https://www.redactionmedicale.fr>, 30 avenue Faidherbe, 75011 Paris, France ; Comité scientifique, IRAFPA (Institute of Research and Action on Fraud and Plagiarism in Academia), Genève, Suisse

#### Corresponding author:

Arnaud de La Blanchardière

Normandie Univ, UNICAEN, CHU de Caen Normandie, Service des Maladies Infectieuses et Tropicales, 14000 Caen, France.

Email: [delablanchardiere-a@chu-caen.fr](mailto:delablanchardiere-a@chu-caen.fr)

Phone: +33633189289

#### **Résumé**

Le modèle de publication en accès ouvert « auteur-payeur », apparu en 2002, attribue à l'auteur ou son institution les frais de traitements des articles dus à la revue après acceptation, pour un montant de quelques centaines à plusieurs milliers d'euros. De nouveaux éditeurs, aux objectifs purement commerciaux, ont surgi vers la fin des années 2000, qui proposent à des auteurs naïfs et/ou désireux d'étoffer rapidement leurs *curriculum vitae* par des publications dans des « revues prédatrices ». Elles sont caractérisées par des sollicitations agressives par courriels, un manque d'éthique, l'absence de précisions sur l'éditeur et le comité éditorial, la pauvreté de l'examen critique par les pairs, des auteurs venant préférentiellement de certains pays, des frais de traitement des articles non spécifiés et plus faibles, une absence d'indexation et la promesse d'une publication rapide. Seules une information large et des actions concertées pourront préserver un modèle vertueux des publications scientifiques.

### **Abstract**

The "author-pay" model of open access publication, which appeared in 2002, allocates to the author or his institution the costs of processing articles due to the journal after acceptance, for an amount of a few hundred to several thousand euros. New publishers, with purely commercial objectives, emerged towards the end of the 2000s, offering naive authors and / or wishing to quickly expand their curriculum vitae by publications in "predatory journals". They are characterized by aggressive e-mail solicitations, lack of ethics, lack of details about the publisher and the editorial board, poor peer review, authors preferentially coming from certain countries, unspecified and low fees for processing articles, a lack of indexing and the promise of rapid publication. Only broad information and concerted action can preserve a virtuous model of scientific publications.

Mots clés : Revues prédatrices ; Conférences prédatrices ; Ethique de la publication ; Publication en libre accès ; Spam ; Evaluation par les pairs

Keywords: Predatory journals; Predatory conference; Publication ethics; Open access publication; Academic spam e-mail; Peer-review

## 1. Introduction

Depuis les années 1950, le nombre de publications scientifiques s'est accru sur un mode exponentiel, en raison du développement rapide des connaissances mais aussi de la subordination du financement de la recherche et des carrières universitaires au nombre de publications des chercheurs selon le principe du *publish or perish*. Après 300 ans de règne des revues à support papier exclusif, auxquelles chercheurs et institutions étaient tenus de s'abonner, de nombreuses revues médicales de référence publient désormais des versions *onlines*, simultanément aux éditions papier ou de manière retardée. En médecine ce sont le BMJ (1994) et le NEJM (1996) qui ont ouvert la voie en créant leurs sites internet.

Depuis le début des années 2000, des chercheurs militent pour un accès libre aux résultats des recherches. Dès 2002 sont apparues des revues purement électroniques en accès ouvert dit *open access* (OA), obéissant au modèle de l'auteur-payeur. Plusieurs initiatives et déclarations (Budapest 2002, Bethesda 2003, Berlin 2003) ont progressivement défini les concepts de libre accès résumés dans un rapport de l'Unesco [1]. Les gouvernements ont incité les chercheurs à publier en OA, dont la France avec « Le Plan national pour la Science Ouverte » annoncé par Frédérique Vidal le 4 juillet 2018, qui rend obligatoire l'accès ouvert pour les publications et pour les données issues de recherches financées au moyen d'appels à projets sur fonds publics [2, 3].

Trois modalités de libre accès existent aujourd'hui :

- Le modèle « *green open access* » ou « voie verte » qui permet aux auteurs d'archiver en OA leurs travaux sur une plateforme d'archivage, qui sont ainsi mis à la disposition de tous sur le Web grâce à un financement institutionnel (par exemple OATAO de l'Université de Toulouse), régional (par exemple OpenAIRE pour l'Europe), national (HAL pour la France) ou disciplinaire (par exemple medRxiv en médecine). Les documents sont variables : prépublications, dernière version de l'article non encore mise en forme par la revue (embargo de 6-12 mois), thèses, ...
- Le modèle « *gold open access* » ou « voie dorée » qui obéit au modèle de l'auteur-payeur selon lequel l'auteur ou son institution paye des Frais de Traitements des Articles (FTA ou *Article Processing Charge* APC) lorsque son

manuscrit a été accepté par la revue, dont le montant varie de quelques centaines à plusieurs milliers d'euros. C'est en particulier le cas des revues du groupe BMC de Springer (*BioMedCentral*), payantes pour les auteurs depuis 2002, de la revue américaine *PLOS One* lancée en 2006, éditée quotidiennement par la [Public Library of Science](http://www.plos.org/), qui couvre tous les domaines de la science, avec 22 000 articles publiés en 2016, un taux d'acceptation des articles de 65-70 % et un coût moyen pour les auteurs de chaque article de 1 600 dollars en 2016. A ce coût près, les avantages sont nombreux : ces revues conservent les principes de la revue des manuscrits par les pairs du comité de lecture (*peer-review*) et du référencement, les lecteurs accèdent gratuitement aux articles, les auteurs publient des travaux lus par un public plus large, et ces articles seraient plus cités avec de meilleurs scores d'attention. Les citations et scores d'attention sont souvent plus importants avec ce modèle mais les données contradictoires selon les disciplines [4].

- Le modèle « hybride » qui fonctionne sur l'abonnement et l'achat à l'article mais aussi sur l'accès libre des articles avec des FTA. En médecine, c'est le cas des revues du groupe *Lancet* et de nombreuses revues de spécialité. C'est un modèle souvent critiqué car il conduit les institutions à payer à la fois pour l'abonnement et pour les frais de publication en OA si ses auteurs en font le choix.

Entre 2000 et 2020, beaucoup de revues ont changé : elles ont commencé par mettre des documents sous format *pdf* en ligne, ajouté des hyperliens puis des vidéos (chirurgie d'abord), avant de s'adapter aux tablettes, smartphones et d'avoir une présence sur les réseaux sociaux. Les revues traditionnelles sur abonnement ont été confrontées à des revues métamorphosées ou nouvelles utilisant l'accès libre, qui leur ont pris des parts de marchés. Des revues anciennes de sociétés savantes ont été obligées de réagir et de revoir leurs stratégies. Des revues légitimes ont disparu (ou fusionné) et d'autres naissent créent régulièrement. Des pratiques nouvelles sont devenues coutantes comme la mise en ligne immédiate des articles acceptés voire l'adoption des prépublications ou *preprints* (manuscrit mis en ligne sur une plateforme avant ou conjointement à la soumission à une revue, donc sans avoir été évalué par le peer-review).

Malheureusement, de nouveaux éditeurs, aux objectifs purement commerciaux, ont surgi vers la fin des années 2000, voyant une opportunité de profits à travers un changement de paradigme : les clients ne sont plus les lecteurs mais les auteurs des articles. Ces revues, appelées « revues prédatrices » (RP) depuis 2012 par Jeffrey Beall, un bibliothécaire de l'université du Colorado, ont été définies par lui comme le fait d'éditeurs exploitant de manière non professionnelle le modèle de l'auteur-payeur du « *Gold OA* » pour leur propre profit [5]. Vendant leurs services à moindre coût à des auteurs naïfs et/ou désireux d'étoffer rapidement leurs *curriculum vitae*, elles sont en compétition depuis le début des années 2010 avec les revues traditionnelles (encore appelées revues légitimes) dont l'objectif principal est la gestion du savoir (évaluation, transmission, archivage). Au-delà des RP, ce modèle économique est utilisé pour publier des livres (Encadré 1) et organiser des conférences prédatrices (Encadré 2).

#### **Encadré 1 : Les magazines et livres électroniques (*vanity press*)**

A côté des éditeurs « légitimes » qui publient des magazines et livres numériques gratuits suivant le modèle « auteur-payeur », sont apparus des « éditeurs prédateurs » de livres scientifiques numériques gratuits qui ne recourent à aucun *peer-review*. Ce sont par exemple les sociétés d'éditions classées « *vanity press* » de la Beall's list (<https://beallslist.net/vanity-press/>). Ces éditeurs fonctionnent comme les revues prédatrices pour produire des livres : spam pour demander des chapitres, noms usurpés de rédacteurs des livres, et paiements pour publier.

Il existe un registre de livres électroniques en accès libre : le « Directory of Open Access Books » (<https://www.doabooks.org/>) qui contient près de 30 000 livres académiques publiés par près de 400 éditeurs. Si un livre n'est pas dans ce registre, il faut se demander s'il ne s'agit pas d'une publication de type « *vanity* ».

Un autre modèle de publication de thèses de sciences ou de médecine a été développé : les auteurs cèdent les droits de leur thèse à un éditeur. L'éditeur vend ensuite la thèse sous format électronique ou papier en quelques exemplaires et garde les produits de la vente. L'auteur n'a d'autre compensation que la diffusion de sa thèse. Des chercheurs de pays en voie de développement sont satisfaits de cette pratique, et certains ne voient pas que leur œuvre est cédée à titre gratuit pour une

exploitation lucrative. Des contrats étant signés, cette pratique ne relève pas de la publication dite prédatrice.

## **Encadré 2 : Les conférences prédatrices**

Les éditeurs de revues prédatrices comme OMICS ou des sociétés comme WASET, qui secondairement ont créé des revues, utilisent le même modèle économique pour tromper les chercheurs en leur proposant d'assister et/ou d'être orateur lors de faux congrès appelés aujourd'hui « conférences prédatrices » (CP).

Ces CP, à la différence d'authentiques conférences scientifiques :

- ne sont pas connues ni encouragées par la communauté scientifique de la spécialité,
- n'associent pas de sociétés savantes mais imitent parfois leur site internet par une URL très voisine pour attirer des inscriptions de congressistes
- ont des sites internet avec ou sans le programme,
- couvrent parfois un champ de connaissances large,
- affichent dans leur comité des experts connus sans les informer,
- ne prévoient pas de sélection pour les résumés des communications,
- se tiennent dans des villes touristiques, dont des villes françaises, et des lieux prestigieux (qui sont remplacés en dernière minute par un hôtel simple),
- ne rémunèrent pas les orateurs qui doivent au contraire payer une somme qui peut s'ajouter aux frais d'inscription.
- délivrent des prix fantaisistes dans diverses catégories,

Des institutions prestigieuses ou des universités ont été piégées [6]. Des témoignages existent sur cette pratique expliquant la médiocrité d'une conférence prometteuse ayant déménagé dans un hôtel [7]. Une chercheuse explique sa déception après avoir dépensé 2 500 £ (dont 400 £ de frais d'inscription) pour aller présenter une conférence à Vancouver [8].

Il existe des conférences prédatrices payantes virtuelles type « webinaire », auxquelles les participants se joignent par *WhatsApp* ou *Skype*, qui peuvent délivrer des certificats de participation et des prix de recherche fantaisistes [9].

Tout comme les RP, c'est souvent un faisceau d'arguments qui va permettre de conclure au caractère prédateur d'une conférence. Ces initiatives prédatrices jouent justement sur la confusion en répliquant des caractéristiques de véritables revues ou

conférences. Un site internet, comme celui des RP, est destiné à aider les chercheurs à les repérer lorsqu'ils choisissent une conférence (<https://thinkcheckattend.org/>).

Un autre modèle consiste à imiter le site internet d'une conférence d'une société savante. L'URL est très voisine de l'URL de la société savante (par exemple .com au lieu de .org). Ce site n'a qu'un seul but : attirer des inscriptions de congressistes sur un site «piège » qui prendra leur argent mais ne leur délivrera pas d'inscription au congrès. Des sociétés savantes, dont des françaises (Journées dermatologiques de Paris par exemple), ont été confrontées à cette escroquerie. Des précautions peuvent être utiles comme mettre un avertissement sur le vrai site du congrès et envoyer des emails aux membres de la société savante afin de les prévenir.

Le développement des RP n'a pas été le même selon les domaines de la recherche. Nos réflexions sont orientées vers les disciplines biomédicales, les plus impactées par les RP. Elles sont peu développées dans les sciences humaines et sociales (à l'exception du management, de la finance) qui publient davantage dans les langues nationales et avec des enjeux financiers moindres. Bien que figurant parmi les proies privilégiées par les RP, de nombreux médecins ignorent encore ces pratiques, probablement en raison du très faible nombre d'articles consacrés aux RP dans la presse biomédicale francophone.

Les objectifs de ce travail sont :1) de définir les revues prédatrices et leur fonctionnement, par rapport aux revues légitimes ; 2) d'aider les chercheurs à identifier les revues prédatrices ; 3) d'évaluer leurs conséquences délétères sur la recherche ; 4) de proposer des actions pour que tous les acteurs soient avertis et puissent les identifier et les éviter. Les objectifs 3 et 4 seront décrits dans un second article [10].

## **2. Les revues prédatrices**

## 2.1 Listes de revues prédatrices

La nécessité d'un repérage des RP a conduit Jeffrey Beall, à publier en 2010 une « liste de Beall » dans son blog, *Scholarly Open Access* (<https://scholarlyoa.com/>). Mais les plaintes formulées par l'entreprise *Canadian Center for Science and Education*, *Frontiers media* et le groupe OMICS l'ont contraint à retirer la liste de son blog en janvier 2017 [11]. La liste originale reste consultable à partir d'archives du web

(<https://web.archive.org/web/20170112125427/https://scholarlyoa.com/publishers/>). Il a été très critiqué par des collègues restés anonymes et son blog initial a été piraté en le qualifiant de terroriste (<https://scholarlyoa.net/>).

La liste initiale de Beall a été reprise et est irrégulièrement actualisée par un chercheur d'une université européenne (<https://bealllist.net/>), qui a souhaité rester anonyme pour échapper aux ennuis de J Beall. Cette liste peut être utile, mais toutes les RP ne sont pas listées.

En novembre 2019, Cabell international, un éditeur privé du Texas, a publié une liste noire et une liste blanche des revues scientifiques. Cette liste, commencée avant que J Beall n'arrête ses activités, reste la source de données la plus complète sur le sujet avec environ 13 000 revues qualifiées de prédatrices à partir de 60 indicateurs (<http://www2.cabells.com/support>). Elle contient notamment 63 % des éditeurs et 94 % des revues de la liste de Beall [12]. Les prix d'abonnement à cette liste de Cabell sont élevés, et il n'y a pas d'abonné en France. Il existe d'autres développements de listes de RP. L'analyse de 4 listes noires et 10 listes positives a confirmé la difficulté d'établir ces listes qui ne sont jamais exhaustives et source de contestation [13].

## 2.2 Définition

En 2019, une définition consensuelle des revues prédatrices a été établie par 43 experts issus de 10 pays, représentant des sociétés d'édition, des bailleurs de fonds de recherche, des chercheurs, des décideurs, des universités, des bibliothécaires et des soignants engagés dans la recherche. Des travaux faits en amont ont permis de proposer cette définition : « Les revues et éditeurs prédateurs sont des entités qui privilégient l'intérêt personnel au détriment de la recherche et se caractérisent par des informations fausses ou trompeuses, un écart par rapport aux

bonnes pratiques éditoriales et de publication, un manque de transparence et des sollicitations agressives sans discernement » [14].

La qualité d'une revue, l'adéquation de l'évaluation du *peer-review* et la tromperie sont considérés comme des indicateurs trop subjectifs pour être inclus dans une définition. En outre le *peer-review* est parfois peu transparent et difficile à évaluer chez des revues légitimes. Il est ainsi parfois difficile de différencier les RP de revues légitimes de médiocre qualité et sans intention de décevoir ou de faire des profits.

### 2.3 Caractéristiques

Les éditeurs des RP choisissent souvent des noms trompeurs pour leurs revues, comme le groupe *Insight Medical Publishing* avec *Journal of Preventive Medicine* pour concurrencer *Preventive Medicine*, ou *Journal of Chest* pour concurrencer *Chest*. De nombreuses sociétés ont été créées, la plupart en Inde, comme OMICS à Hyderabad. Dans cette région, de jeunes informaticiens ont créé des revues qu'ils gèrent de leurs domiciles [15]. Si à l'origine, des RP étaient faites en Egypte ou dans d'autres pays africains (Nigeria), il en existe maintenant au Canada (*ScienceVier* à Hamilton, Ontario), aux États-Unis (*Impact Journals* qui publie 4 revues dont *Oncotarget*), en Belgique (*Hilaris*, *Longdom* vendues par OMICS). Environ 40 % des RP ont de fausses adresses postales et électroniques aux USA, mais très peu sont basées aux USA [16]. Nous ne connaissons pas de RP gérées depuis la France.

Les sollicitations des RP encombrant quotidiennement les boîtes mails des scientifiques de tous les pays par des courriels indésirables (*academic spam e-mail*) à une fréquence fonction du niveau de notoriété scientifique, en écorchent volontiers les noms des chercheurs malgré un abord flatteur (« Cher et estimé professeur », « *Respected professor* ») (Encadré 3). Ces emails sont générés automatiquement par des robots et invitent à soumettre rapidement des articles, ou parfois à intégrer des comités éditoriaux fantaisistes voire à participer à des conférences souvent qualifiées de prédatrices car fonctionnant sur le même modèle [17, 18].

**Encadré 3 : exemple d'emails envoyés par des revues prédatrices à des chercheurs**

*Adressé le 11/08/2020 à un infectiologue en vue d'un article de rhumatologie pour le 24 Août 2020*

Dear A de La Blanchardière,

Wish you to be in safe from COVID-19 and have good health.

We are in shortfall of articles for successful release of Volume 4 Issue 1 in our Rheumatica Acta: Open Access (ISSN: 2640-799X). Moreover, we have gone through all your articles and eminent profile in online. By considering that we are interested to invite you to join in our Editorial Board.

Is it possible for you to support us with your article for this issue on or before 24 August? If this is a short notice please do send your 2-page opinion/mini-review/short communication, we hope 2-page article isn't time taken for an eminent author like you.

You can submit your Manuscript to this email ID: [rheumatica@peertechz.us](mailto:rheumatica@peertechz.us)

We are confident that you are always there to support us.

Await your submissions.

Best regards,

Andrea R, Managing Editor

California - 90024, USA.

*Email de février 2020*

Dear XXX,

Hope I am not irritating you with my email. If yes sorry for the inconvenience caused by my end.

I am Kimberly Vera working as a manager of LOJ Medical Sciences (LOJMS) (ISSN: 2641-1725) sends invitation to eminently like you to help me in growth of my Journal.

I know that you are getting hundreds of solicited email and got fed up with the invitations that you have got.

But, please be in my position understand the problem I am facing as nowadays it is becoming very hard to get trust of authors. Trust me in my efforts, I will believe in you that you are the person who illuminate my hope for my journals future.

Today I am leaving my desk in a small hope that tomorrow will be my turning point for me, and my journal and I get novel article from you. Please help me in rejoicing this

day.

Awaiting your hasty response.

Kimberly Vera,  
Managing editor

*Extraits d'un email de septembre 2020*

Dear Maisonneuve H,

*Clinical Medicine Research (CMR)* is a peer-reviewed international academic journal, providing a good platform for all academics, researchers and those who are interested in emerging trends and issues in clinical medicine research to exchange ideas.

Having been greatly attracted by your paper entitled "*Have ignorance and abuse of authorship criteria decreased over the past 15 years?*", we cordially invite you to contribute papers and join our Editorial Board/Reviewer Panel.

We have dedicated ourselves to building *CMR* into one of the leading journals in the world. Prominent scholars are cordially invited to join the Editorial Board/Reviewer Team.

Do you have any interest in being an editorial board member or a reviewer?

If you want to know more about joining us, please click the link

below: <http://www.cmjournal.org/joinus/yxLAR>

Advantages of Joining Us as an Editorial Board Member or a Reviewer: a) Quickly increasing your visibility in your field; b) Obtain original information on latest academic discoveries; c) Obtaining a formal certificate (e-version) issued by the editorial office; d) Have your name and affiliation listed on the official website of the journal.

*CMR* was established with the objective of promoting academic communication all over the world in a more effective and efficient manner.

During the past years, numerous specialists have contributed lots of works to the journal. We invite you to send other unpublished works of relevant fields to the journal. Your latest research on the topic of this paper is also warmly welcomed. With your contribution, peers in your academic community will benefit a lot in the process of scholarly research.

If you are ready to submit a paper, please refer to our website:

<http://www.cmrjournal.org/submission/yxLAR>

Faithfully yours,

Editorial Office of *Clinical Medicine Research*

Les informations relatives à la RP démarcheuse sont disponibles sur un site internet avec certaines caractéristiques évocatrices :

- La revue est inconnue malgré son titre ronflant ou imprécis, souvent proche de celui d'une revue connue. Le style graphique des pages web peut également mimer celui d'autres revues.
- La thématique est parfois très éloignée du domaine de prédilection du chercheur sollicité. L'invitation se double de la promesse d'une publication en 3 semaines à 3 mois, témoignant souvent d'une acceptation avec peu ou pas de corrections en l'absence de véritable *peer-review*.
- Les adresses de contact en Amérique du Nord sont fausses, avec des numéros de téléphone non attribués, des hyperliens non fonctionnels. Le site internet est parfois associé à des conférences prédatrices.
- Les textes comportent des fautes d'orthographe et des plagiats d'instructions.
- Certaines revues prétendent faussement être membres de *l'International Committee of Medical Journal Editors (ICMJE)*, de *World Association of Medical Editors (WAME)*, du *Committee On Publication Ethics (COPE)*, de *l'Open Access Scholarly Publishers Association (OASPA)*, et autres organisations garantes de l'éthique et de l'intégrité scientifique des publications. Ces RP plagient les recommandations de ces organisations. Les droits d'auteurs ne sont pas précisés, et le numéro ISSN est faux.
- Le facteur d'impact (*impact factor*) est absent en raison de la non-indexation au site *Web of Science* de *Clarivate Analytics*. Des RP disent être indexées dans *PubMed* de *l'US National Library of Medicine*, ce qui est inexact. Des indicateurs sont fabriqués à partir de l'index Copernicus ou d'index non

reconnus et ont des noms trompeurs du type *Journal Impact Factor*, *Universal Impact Factor* ou *Global Impact Factor*, qui leurrent les chercheurs [11].

- La plupart des RP proposent de soumettre un manuscrit envoyé par email à une adresse non professionnelle, du type [prénom@gmail.com](mailto:prénom@gmail.com), ou [editor@scirp.com](mailto:editor@scirp.com). Certaines proposent de soumettre sur un serveur en ligne peu professionnel ou qui ne marche pas. Des RP demandent un transfert de droits d'auteurs lors de la soumission. Il n'y a pas d'accusé de réception, et souvent une facture est envoyée en promettant la publication dès réception du virement. Il n'y a pas toujours d'épreuves à vérifier avant parution.
- Sur le site, les FTA sont le plus souvent peu visibles voire absents et annoncés seulement après acceptation du manuscrit [19, 20]. La somme demandée peut être supérieure ou inférieure à celle affichée, si toutefois une somme est affichée.
- Des articles peuvent être publiés deux fois dans la même revue, ou dans une autre revue du groupe.

### **3. Différencier les revues prédatrices des revues légitimes**

Une étude a permis de proposer 13 critères pour identifier les revues prédatrices potentielles après avoir comparé trois groupes de revues sélectionnées en 2014 (93 revues prédatrices, 99 revues légitimes publiées en accès doré, et 100 revues basées sur le modèle de l'abonnement) : les pages d'accueil des RP étaient beaucoup plus nombreuses à contenir des fautes d'orthographe (66 %) que celles des revues en libre accès (6 %) et des revues par abonnement (3 %), beaucoup plus nombreuses à contenir des images déformées ou potentiellement non autorisées (63 %) que celles des revues en libre accès (5 %) et des revues par abonnement (1 %) ; trente et une (33 %) RP faisaient la promotion d'une fausse mesure d'impact - la valeur de l'indice Copernicus - contre trois (3 %) revues en libre accès et aucune revue par abonnement ; soixante-six des RP (73 %) avaient des rédacteurs ou des membres du comité de rédaction dont l'affiliation à la revue n'était pas vérifiée, versus deux (2 %) pour les revues en libre accès et une (1 %) revue par abonnement ; les RP facturaient des frais de publication considérablement moins élevés (médiane 100 USD, IQR 63 à 150 USD) que les revues en libre accès (1 865

USD, IQR 800 à 2205 USD) et les revues hybrides par abonnement (3 000 USD, IQR 2 500 à 3 000 USD) [21].

Une revue exploratoire de la littérature (*scoping review*) a permis d'identifier les caractéristiques des RP : sollicitation agressive et persuasive par courriels, faible niveau de transparence, absence de détails ou détails non vérifiables sur l'éditeur, comité éditorial non établi, incomplet ou sans légitimité, déficit d'éthique scientifique, pauvreté du *peer-review*, auteurs venant préférentiellement de certains pays, frais de traitement des articles volontiers non spécifiés et plus faibles que pour les revues traditionnelles, absence d'indexation [18].

Des listes de critères ou des grilles aident les chercheurs à reconnaître les RP. Une revue systématique a analysé 93 listes de critères, la plupart en anglais et destinées à être complétées en 5 minutes. Ces listes ont en moyenne 11 items [22]. Parmi ces grilles, nous avons adapté celle de Richtig (Tableau 1) [11].

**Tableau 1** Critères permettant d'identifier ou de suspecter une revue prédatrice (traduit et adapté) [11]

Critères	Description
<i>Caractéristiques de la revue</i>	
Titre et logo	Titre et logo inconnus mais ressemblant volontiers à ceux d'une revue légitime
Coordonnées	Aucune information professionnelle valide (e-mail, numéro de téléphone, adresse)
Comité éditorial	Volontiers fictif ou affichant des scientifiques connus avec ou sans leur consentement
Ethiques et règles de publication	Absence de référencement au comité éthique de la recherche (COPE) et au processus d'examen par les pairs
Sujets traités	Trop vastes, couvrant presque tous les domaines scientifiques
Facteur d'impact	Non affiché ou très faible et/ou fantaisiste
Indexation	Absence d'indexation à <i>PubMed</i> , <i>Web of science</i> , <i>DOAJ</i> mais parfois indexation par <i>Google</i>

	<i>Scholar</i>
Qualité de l'édition	Nombreuses erreurs typographiques et d'orthographe dans les articles et parfois le site de la revue
Mode d'édition	Purement informatique, avec parfois des exemplaires papiers sur demande
Archivage et droits d'auteur	Absence de garantie sur un archivage numérique à long terme et sur les droits d'auteur
<i>Correspondance avec la revue</i>	
Courriels	Invitations spontanées à publier, à la fois flatteuses et agressives, dans des domaines parfois très éloignés de ceux du chercheur sollicité, envoyées par des robots en grand nombre
Délai de publication	Promesses (tenues) de publications rapides et faciles en trois semaines à trois mois
Mode de soumission	Par courriel en général ; parfois système en ligne de soumission du manuscrit mais peu fonctionnel
Processus d'examen par les pairs ( <i>peer-review</i> )	Superficiel, absent, sans retarder le délai de publication ; parfois utile
Frais de traitement des articles	Peu visibles ou demandés après acceptation ou publication de l'article ; relativement faibles par comparaison avec les revues traditionnelles en <i>open access</i>

#### 4. Une zone grise entre revues légitimes et prédatrices

L'analyse de la liste noire de la base de Cabell (sur 11 450 RP) a mis en évidence des variations entre les éditeurs de RP [23]. Il existe des éditeurs dont toutes les revues sont en violation (zone rouge) des règles de bonnes pratiques de publication. D'autres éditeurs publient des revues qui ne sont pas totalement dans cette zone

rouge, car elles ont des pratiques respectant partiellement les modèles de revues légitimes.

Il existe un spectre d'éditeurs dont certains essaient d'adopter les pratiques de revues légitimes. *Hindawi* a évolué dans ce sens : cet éditeur a été créé au Caire et rapidement surnommé « *The house of spam* » car son agressivité était remarquée. Puis, en déménageant à Londres, en embauchant des professionnels de l'édition et en améliorant ses pratiques, *Hindawi* est progressivement devenu un éditeur légitime.

Inversement, les groupes *MDPI* et *Frontiers*, sont maintenant classés parmi les éditeurs prédateurs par J Beall, par des blogs comme celui de Leonid Schneider (<https://forbetterscience.com/>), par la liste de Cabell et d'autres organisations [23]. *MDPI* est une ancienne maison d'édition basée en Suisse qui a surfé sur l'arrivée du modèle auteur-payeur, et a délocalisé des activités en Chine. *Frontiers* est un groupe créé en 2007 par deux chercheurs en neurosciences et basé à Lausanne. Régulièrement des conflits sévères au niveau des comités de rédaction sont observés. Tous les membres de comités de rédaction peuvent être brutalement remplacés par d'autres chercheurs. Des témoignages sur ces pratiques ont été rapportés au sujet de certains journaux de *Frontiers* (<https://forbetterscience.com/2018/03/06/editor-sacked-over-rejection-rate-not-inline-with-frontiers-core-principles/>) ou *MDPI* [24]. Des revues de *Frontiers* auraient un taux élevé d'acceptation des manuscrits, ne suivraient pas toujours les recommandations des relecteurs proposant de refuser un manuscrit. Le volume de publication de ces éditeurs est important et l'objectif lucratif est clair : par exemple 20 des 61 revues de *Frontiers* publiées en 2019 et 2020 ont eu une augmentation de plus de 18 % (jusqu'à 55 %) des FTA (<https://sustainingknowledgecommons.org/category/publisher/frontiers/>) ; l'augmentation annuelle des profits de ces groupes est impressionnante (<https://danbrockington.com/2020/07/23/mdpi-journals-2015-to-2019/> et). Ceci pourrait globalement favoriser la publication d'articles de qualité douteuse, comme détaillé dans le blog de Leonid Schneider (<https://forbetterscience.com/>). L'opacité des ressources et la non-communication publique des bilans financiers caractérisent ces éditeurs privés.

La revue *Oncotarget* est une RP publiée par un éditeur, *Impact Journals LLC*, basé dans l'état de New York. Elle était populaire dans le milieu de la cancérologie et

a eu un facteur d'impact attribué par Web of Science de 2011 à 2016 (<https://www.oncotarget.com/>). En 2017, elle avait encore 70 numéros, avec parfois 100 articles originaux par numéro, pour une pagination annuelle de 115 528 pages. Il y avait beaucoup d'articles soumis par des chercheurs chinois, et des articles hors du domaine de la cancérologie. Depuis la perte du facteur d'impact, la production d'articles a fortement diminué. En 2019, il y avait moins de 10 articles par numéro, pour 7 307 pages publiées.

Les revues de la zone grise empruntent tantôt aux RP tantôt aux revues légitimes : spams agressifs, articles mis en ligne de manière correcte et stable, adresses postales et électroniques exactes, facteur d'impact inconstant de la part de Clarivate Analytics mais qui peut être perdu plus tard (*Oncotarget* par exemple), pratiques de *peer-review* variables, FTA élevés (1 000 à 3 000 \$) comme ceux des revues légitimes, exigences auprès des comités de rédaction de taux d'acceptation élevés des articles (60 à plus de 80 %).

## 5. Conclusion

Les RP sont en pleine expansion. Nées à la fin des années 2000 d'un cynisme économique à la faveur du déploiement de *l'open access*, elles dévoient les règles des publications scientifiques. Il existe des critères simples qui permettent de les différencier des revues légitimes, mais des revues sont apparues dans une zone grise qui empruntent aux caractéristiques des deux types de revue, rendant leur identification plus difficile.

Nous verrons dans un autre article l'ampleur des conséquences délétères des RP si les chercheurs ne savent pas les reconnaître et les éviter, et les moyens à mettre en œuvre pour les contrer (universités, organismes de recherche, éditeurs scientifiques, sociétés savantes, instances régulatrices, médias, politiques). Publier dans une RP devrait être considéré comme une pratique douteuse en recherche [24, 25]. Seule une information large, à laquelle ces articles veulent contribuer, et des actions concertées pourront préserver un modèle vertueux des publications scientifiques.



## **Conflit d'intérêts**

Aucun.

## **Sources de financement**

Nous n'avons aucune source de financement à déclarer.

## **Contributions des auteurs**

ADLB et HM ont conçu l'article, collecté et analysé les références. Tous les auteurs ont réalisé une analyse critique du manuscrit et contribué à sa version finale.

## **Références**

[1] Swan A. Principes directeurs pour le développement et la promotion du libre accès. UNESCO Secteur de la communication et de l'information 2013;84 pages.

[2] Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique. Journal Officiel de la République Française 8 octobre 2016.

[3] Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Plan national pour la science ouverte. Juillet 2018 ;12 pages.

[4] Black CS, Lehane DJ, Burns C, O'Donnell BD. An examination of the effect of open versus paywalled access publication on the disseminative impact and citation count of publications in intensive care medicine and anesthesia. Journal of Critical Care 2018;46:88-93.

[5] [Beall J. Medical publishing triage – Chronicling predatory open access publishers.](#) Ann Med Surg (Lond) 2013;2(2):47-9.

[6] Spears T. "Predatory" company uses Canadian universities to sell shoddy conferences. Montreal Gazette April 10, 2019  
<https://montrealgazette.com/news/local-news/predatory-company-uses-canadian-universities-to-sell-shoddy-conferences/wcm/42356f99-273d-47d4-832f-b04dffc4091c>

[7] MacKensie RJ. Inside a « Fake » conference: a journey into predatory science. July 2019 Blog TechnologyNetworks

<https://www.technologynetworks.com/tn/articles/inside-a-fake-conference-a-journey-into-predatory-science-321619>

[8] Grove J. 'Predatory conference' organizer 'flees' from angry academics. Times Higher Education 2018 October 18

<https://www.timeshighereducation.com/news/predatory-conference-organiser-flees-angry-academics>

[9] Sharma H, Verma S. [Predatory conferences in biomedical streams: An invitation for academic upliftment or predator's looking for prey.](#) Saudi J Anaesth 2020; 14(2):212-216.

[10] de La Blanchardière A, Barde F, Peiffer-Smadja N, Maisonneuve H. Revues prédatrices : simples miroirs aux alouettes ou menaces graves pour la recherche. 2 Conséquences des revues prédatrices et propositions pour les contrer. La Revue de Médecine 2020 Soumis pour publication

[11] Richtig G, M. Berger M, Lange-Asschenfeldt B, Aberer W, Richtig E. [Problems and challenges of predatory journals.](#) J Eur Acad Dermatol Venereol 2018;32(9):1441–1449.

[12] Strinzel M, Severin A, Milzow K, Egger M. [Blacklists and whitelists to tackle predatory publishing: a cross-sectional comparison and thematic analysis.](#) mBio 2019; 10(3): e00411-19; DOI: 10.1128/mBio.00411-19.

[13] Koerber A, Starkey JC, Ardon-Dryer K, Cummins RG, Eko L, Kee KF. A qualitative content analysis of watchlists vs safelists: How do they address the issue of predatory publishing? The Journal of Academic Librarianship 2020;46:102236.

[14] Grudniewicz A, Moher D, Cobey KD, Bryson GL, Cukier S, Allen K, et al. Predatory journals: no definition, no defence. Nature. 2019 Dec;576(7786):210-212. doi: 10.1038/d41586-019-03759-y

[15] Yadav S. Inside India's fake research paper shops: pay, publish, profit. The Indian Express 2018 July 19 <https://indianexpress.com/article/india/inside-indias-fake-research-paper-shops-pay-publish-profit-5265402/>

[16] Chawla DS. Warning over coronavirus and predatory journals. 23 juin 2020 <https://www.natureindex.com/news-blog/warning-over-coronavirus-predatory-journals-science-research-publishing>

[17] Wood KE, Krasowski MD. [Academic E-Mail overload and the burden of "Academic Spam".](#) Acad Pathol 2020;7:2374289519898858. doi: 10.1177/2374289519898858.

- [18] Cobey KD, Lalu MM, Skidmore B, Ahmadzai N, Grudniewicz A, Moher D. What is a predatory journal? A scoping review. Version 2. *F1000Res*. 2018 Jul 4;7:1001. DOI: 10.12688/f1000research.15256.2. eCollection 2018.
- [19] Shen C, [Björk BC](#). "Predatory" open access: a longitudinal study of article volumes and market characteristics. *BMC Med* 2015;13:230; DOI: 10.1186/s12916-015-0469-2.
- [20] Lippi G, Gillery P, Lackner KJ, Melichar B, Payne DA, Schlattmann P, et al. [Scientific publishing in the "predatory" era](#). *Clin Chem Lab Med* 2018; 56(5):683-684.
- [21] [Shamseer L, Moher D, Maduekwe O, Turner L, Barbour V, Burch R, et al. Potential predatory and legitimate biomedical journals: can you tell the difference? A cross-sectional comparison. BMC Medicine 2017;15:28 doi : 10.1186/s12916-017-0785-9](#)
- [22] [Cukier S, Helal L, Rice DB, Pupkaite J](#), Ahmadzai N, Wilson M, et al. Checklists to detect potential predatory biomedical journals: a systematic review. *BMC Medicine* 2020;18:104 <https://doi.org/10.1186/s12916-020-01566-1>
- [23] Siler K. Demarcating spectrums of predatory publishing: Economic and institutional sources of academic legitimacy. *J Assoc Inf Sci Technol* 2020;1-16.
- [24] [de Vrieze J. Open-access journal editors resign after alleged pressure to publish mediocre papers. Science magazine 2018 September 4 https://www.sciencemag.org/news/2018/09/open-access-editors-resign-after-alleged-pressure-publish-mediocre-papers](#)
- [25] Barde F, Peiffer-Smadja N, de la Blanchardière A. Fraude scientifique : une menace majeure pour la recherche médicale. *Revue de Médecine Interne* 2020;41:330-334.
- [26] [Stein C. Is intentional publishing in predatory journals a form of scientific misconduct? S Afr J Bioethics Law 2020;13\(1\):57-61. https://doi.org/10.7196/SAJBL.2020.v13i1.708](#)

